

LES IRAKIENS PARLENT AUX IRAKIENS

## Le point de vue de la Résistance irakienne



Les informations sur la situation en Irak transmises par les agences de presse internationales se limitent aux communiqués officiels de la Coalition et du gouvernement nommé par elle. Pourtant, les groupes de résistants commencent à se coordonner et à s'exprimer hors d'Irak par la voix de leurs délégués. Subhi Toma, ancien opposant à Saddam Hussein exilé en Europe, publie désormais un bulletin de situation pour le compte de la Conférence de soutien à la résistance irakienne dont il a co-organisé le récent congrès à Paris. Nous reproduisons ici son point de vue.

page 2

### Attaquer la CIA pour mieux la renforcer

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Ses anciens dirigeants ayant été écartés du théâtre des opérations, la CIA fait l'objet de critiques nourries avant une probable réorganisation des agences après l'élection présidentielle. Flynt Leverett du Council on Foreign Relations se verrait bien à la tête d'un léviathan états-unien du renseignement, qui permettrait selon lui une meilleure coordination des données.

page 5

REPÈRE : 10 JUILLET 1985

### La France commet un acte terroriste international

Obsédé par la campagne anti-nucléaire de Greenpeace, le président français François Mitterrand donne l'ordre aux services secrets de stopper le bateau de l'organisation, en route pour Mururoa, lieu des essais dans le Pacifique. Après une tentative d'empoisonnement ratée lors d'une escale, une équipe de nageurs de combat fait sauter le *Rainbow Warrior* à Auckland, dans la nuit du 10 juillet 1985, tuant le photographe Fernando Pereira. L'ambassade de France nie toute responsabilité, alors que la police arrête quelque jours plus tard les agents de la DGSE Prieur et Maffart. Les autres ont fui sur un voilier avant d'être récupérés en mer par le sous-marin *Rubis*. La France continue de nier, s'acharne à salir les anti-nucléaire avant de nommer une pseudo-commission d'enquête dirigée par Bernard Tricot qui lave les services français de tout soupçon. Confronté aux aveux de l'agent Prieur, le premier ministre Laurent Fabius doit finalement avouer que les agents ont agi sur ordre. Jugés à Auckland les deux agents sont remis à la France en Juin 1986 suite à une négociation diplomatique... et remis en liberté quelques mois plus tard, sous un faux prétexte. Les terroristes, c'est les autres... ■



### NEURO-MARKETING : LE PDG DE TFI DÉVOILE SES MÉTHODES

Fier des réussites de son antenne en termes d'audience, le PDG de la première chaîne du pays, Patrick Le Lay, a dévoilé une partie des secrets que lui jalouent tous ses concurrents, y compris désormais la chaîne ARTE semble-t-il, dans le cadre d'un ouvrage préfacé par le baron Seillères qui vante les exploits des grands entrepreneurs français. Dans « *Les dirigeants face au changement* », il explique que les programmes qui séparent les publicités doivent être conçus de manière à préparer le cerveau du téléspectateur afin de le rendre réceptif à l'appel de la consommation. Il emploie pour décrire son métier des formules qui feraient rougir d'envie Huxley et Orwell : « *Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible* ». Le Lay rappelle donc, pour les plus distraits, que c'est bien la télé qui programme les téléspectateurs et non plus l'inverse. ■

## Les Irakiens parlent aux Irakiens

# Le point de vue de la Résistance irakienne

**Les informations sur la situation en Irak transmises par les agences de presse internationales se limitent aux communiqués officiels de la Coalition et du gouvernement nommé par elle. Pourtant, les groupes de résistants commencent à se coordonner et à s'exprimer hors d'Irak par la voix de leurs délégués. Subhi Toma, ancien opposant à Saddam Hussein exilé en Europe, publie désormais un bulletin de situation pour le compte de la Conférence de soutien à la résistance irakienne dont il a co-organisé le récent congrès à Paris. Nous reproduisons ici son point de vue.**



Les responsables de l'armée américaine viennent de confirmer le soutien massif du peuple irakien à la résistance contre l'occupation. Selon des informations obtenues par l'Associated Press (AP) auprès des responsables militaires américains, « *les insurgés seraient jusqu'à 20.000* » en incluant « *les combattants à temps partiel* » (dépêche AP du 9 juillet 2004). D'autres sources telles que iraq4allnews.dk et le network états-unien ABC avancent le chiffre de 50.000 combattants.

Les militants engagés dans les réseaux de la lutte armée qui opèrent sur l'ensemble du territoire national appartiennent à toutes les composantes de la société irakienne (sunnites, chiïtes, kurdes, et membres d'autres minorités). Ils représentent tous les courants politiques et idéologiques dont l'objectif commun

est de chasser les envahisseurs, restaurer la souveraineté et l'intégrité du pays et promouvoir un régime républicain pluraliste et sécularisé.

Cependant, les actions terroristes spectaculaires menées par des groupes (manipulés par les différents services de sécurité) qui revendiquent l'appartenance à la résistance ou qui agissent au nom de l'islam, sont constamment condamnées par la résistance. En effet, les actions menées par ces groupes mafieux ne visent pas uniquement les occidentaux, mais aussi les irakiens qui en souffrent en premier lieu (assassinats, vols, viols, rapt contre rançon) et ce, depuis la l'entrée des troupes d'occupation dans le pays.

Le climat d'insécurité ainsi provoqué et encouragé par les services secrets est évidemment exploité par l'administration Bush pour justifier la guerre contre l'Irak au nom de la lutte contre le terrorisme. En outre, ces groupes sont à l'origine des attentats commis contre les mosquées, les chefs religieux des communautés chiïtes et sunnites ou les membres de la communauté chrétienne afin de provoquer des confrontations entre ethnies et entre religions.

Mais toutes les tentatives menées par les colonialistes pour diviser les forces populaires n'entament pas la maturité politique de la résistance patriotique. En effet, le déclenchement de la lutte armée dans la zone chiïte par le chef Al-Sader a favorisé le climat de fraternisation entre les combattants. L'engagement massif des chiïtes dans la résistance constitue désormais un facteur déterminant pour une plus grande unité entre les différentes communautés et ce en dépit des positions futures d'Al-Sader ou de son devenir.

Cependant, même s'il existe toujours des risques de manipulation de dignitaires chiïtes par l'entremise des services iraniens et koweïtiens, nous constatons une baisse notable de l'influence de ces deux régimes à l'égard de l'Irak. C'est le cas également pour le régime jordanien, suspecté d'être derrière des groupes comme celui d'Al Zarkawi. Il y a d'ailleurs, au sein même de la résistance, beaucoup d'interrogations sur l'existence réelle de ce personnage.

La formidable campagne de désinformation organisée par les États-Unis et la Grande-Bretagne pour justifier la guerre persiste toujours pour discréditer la résistance patriotique. Mais la résistance du peuple irakien a réussi à percer les murs de mensonges et 92% des irakiens sont désormais hostiles à la présence des troupes étrangères malgré le climat d'insécurité. Le soutien massif de la population apporté à la résistance démontre chaque jour son efficacité.

Les opérations de la guérilla menées contre les occupants et leurs alliés locaux sont en augmentation du nord au sud du pays et de 30 à 40 attaques sont organisées chaque jour.

Au-delà des grandes pertes infligées par la guérilla aux troupes d'occupation nous assistons à l'échec de la stratégie de la guerre préventive voulue par l'administration Bush.

Les résultats d'une enquête menée à ce sujet auprès des hauts responsables de l'armée états-unienne, publiés le 9 juillet dans le journal jordanien *Al Dustur*, viennent de confirmer ces prévisions : « *Après 15 mois d'une occupation de*

*l'Irak, nos troupes sont confrontées à une résistance imprévisible. Nos pertes sont importantes, et nous devons donc réexaminer notre stratégie de l'emploi de troupes au sol. Le nombre des victimes parmi nos soldats a atteint le chiffre de 12 000 morts et blessés causés par la résistance. Cette situation d'après les spécialistes de l'armée est comparable à celle du Viêt Nam ».*

Selon la même enquête, 16% des soldats en activité en Irak souffrent de troubles psychologiques et 28% des soldats, récemment rentrés d'Irak, reconnaissent avoir causé la mort d'au moins un civil dans ce pays. Enfin les spécialistes cités dans cette enquête s'accordent à dire que le patriotisme irakien a démontré que l'Amérique ne doit plus recourir à des guerres semblables à celle de l'Irak.

### **Subhi Toma**

*Sociologue irakien exilé en France, Subhi Toma est un opposant de la première heure au régime de Saddam Hussein. Il est l'un des coordinateurs du collectif de soutien à la résistance irakienne **Iraqresistance**.*

## Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. Voltaire est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. Voltaire est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Attaquer la CIA pour mieux la renforcer

## Analyse

Depuis la démission de George Tenet et James Pavitt, respectivement directeur et responsable des opérations de la CIA, on s'attendait à une large remise en cause des services de renseignement, qui permettrait d'une part de leur faire porter le chapeau pour l' « incompétence » du 11 septembre 2001 et les armes de destruction massive irakiennes, mais aussi de les réorganiser et pourquoi pas leur donner de nouveaux pouvoirs. Malheureusement nulle part il n'est question de repenser véritablement le rôle de ces agences et les intérêts qu'elles servent le plus souvent. Ainsi aux États-Unis, le sénateur démocrate Richard Durbin demande dans une tribune du *Washington Post* que la CIA ait un rôle plus prépondérant dans les décisions de politique étrangère, au lieu de n'être qu'un instrument de l'administration en place. Flynt Leverett, lui-même analyste à la CIA, formule dans le *New York Times* des reproches identiques mais va encore plus loin en défendant une réorganisation strictement pyramidale des services de renseignement états-uniens, sous la direction d'une seule personne. Également consultant pour la CIA mais peut-être moins ambitieux, le professeur de sciences politiques à Columbia Robert Jervis réfute les conclusions de la Commission du renseignement du Sénat qui attribuait la responsabilité des erreurs d'appréciation sur les armes de destruction massive à une faiblesse d'esprit de la part des services. Au contraire, d'après lui, il faut regarder du côté des dirigeants.

Pour ce qui concerne le Royaume-Uni, Robin Cook, ancien ministre des Affaires étrangères travailliste et anti-guerre, préfère lui aussi s'en prendre à Blair et lui reproche dans le *Guardian* d'avoir écarté les rapports qui mettaient en doute l'existence des armes.

En réponse à l'autobiographie de Bill Clinton dans laquelle il accuse le juge

Kenneth Starr d'acharnement partisan lors de l'affaire Lewinsky, ce dernier riposte dans en renvoyant la balle du côté démocrate. Il explique dans une tribune du *Wall Street Journal* sans le concours de la secrétaire à la justice Janet Reno, l'enquête n'aurait pas pris une telle ampleur.

Depuis les récents attentats en Arabie Saoudite contre des intérêts occidentaux, on peut constater que les débats à propos de ce pays se déroulent sur plusieurs niveaux. Outre l'attitude ouvertement belliqueuse de la droite néo-conservatrice états-unienne, il y a des raisons de s'inquiéter aussi de la politique défendue par une frange normalement plus modérée. Ainsi Rachel Bronson du Council on Foreign Relations retrace dans le *Los Angeles Times* l'histoire de la relation privilégiée entre les deux pays et la fait remonter à l'ère Reagan, en négligeant un fait essentiel : nous sommes à quelques mois de l'échéance de l'**accord du Quincy**, qui a véritablement posé les bases de leur coopération militaro-pétrolière. Elle occulte donc par la même occasion un facteur qui justifierait des pressions exercées par Washington sur Riyad.

Réseau Voltaire

## Richard J. Durbin



Essentiellement connu aux États-Unis pour soutenir l'interdiction du tabac dans les lieux publics, Richard J. Durbin est sénateur démocrate de l'Illinois et membre de la Commission du Renseignement du Sénat.

### « Des trous dans la défense de l'Amérique »

Source : Washington Post

Référence : « Holes in America's Defense », par Richard J. Durbin, *Washington Post*, 9 juillet 2004.

Dans la guerre au terrorisme, le renseignement est la première ligne de défense de l'Amérique. Le rapport du Sénat révèle en termes durs que nos renseignements d'avant-guerre n'étaient pas pertinents. Toutefois, il ne présente que la moitié de l'histoire. Ce qui manque, c'est la façon dont les informations rassemblées par les services de renseignement ont été utilisées. Cette question ne sera traitée que dans un second rapport qui ne sera pas publié avant novembre et les élections. Les services de renseignement ont bien échoué, mais le problème est beaucoup plus large que cela. Les décideurs de la branche exécutive doivent également assumer la responsabilité car les rapports qui confirmaient leur opinion étaient acceptés tandis que ceux qui s'y opposaient étaient ignorés. Peu d'éléments viennent prouver que les rapports des services de renseignement sur les armes de destruction massive aient fait l'objet d'un examen critique, tandis que le rapport de la CIA mettant en doute les liens entre Al Qaïda et l'Irak a été dénigré. Cela prouve bien que la décision d'envahir l'Irak a été prise avant la rédaction de ces rapports. Après le 11 septembre, le Sénat a fait des suggestions pour réformer les services de renseignement, mais rien n'a été fait. Aujourd'hui, nous avons un nouveau rapport, mais celui-ci ne fait que formuler quelques unes des questions



pertinentes et des critiques. Nous devons restaurer notre première ligne de défense.

## Flynt Leverett



Flynt Leverett est chercheur à la Brookings Institution. Il est ancien fonctionnaire au département d'État, analyste à la CIA et directeur des affaires moyen-orientales au National Security Council. Il est le rédacteur de la « feuille de route ».

### « Forcer les espions à travailler ensemble »

Source : New York Times

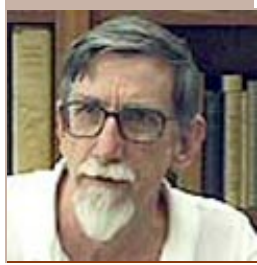
Référence : « Force Spies to Work Together », par Flynt Leverett, *New York Times*, 9 juillet 2004.

Aujourd'hui, la Commission du renseignement du Sénat doit rendre son rapport sur les renseignements de l'avant-guerre d'Irak. Ce rapport devrait mettre en évidence le fait que les services de renseignement états-uniens, et particulièrement la CIA, ont besoin d'être réorganisés. Cela nécessitera plus qu'un renouvellement des directeurs de la CIA.

Le rapport devrait démontrer que l'agence a failli dans la collecte des informations sur les armes de destruction massive et que les analystes n'ont fait que valider ces éléments, sans les remettre en cause, pour produire l'analyse que les décideurs voulaient voir. Cependant il est peu probable que l'administration Bush fasse quoi que ce soit pour résoudre les problèmes. En effet, chaque enquête sur les services de renseignement arrive à la conclusion qu'il faut organiser des changements et jamais ceux-ci n'ont eu lieu. En théorie, il est vrai que les arguments s'opposant aux changements radicaux peuvent paraître pertinents car le directeur de la CIA a l'autorité suffisante pour faire face aux problèmes soulevés. Néanmoins j'ai pu observer par moi-même qu'en pratique toute tentative de réforme se heurte à l'immobilisme.

Il est évident que la réforme structurelle des services de renseignement nécessite d'aller plus loin que la nomination d'un super-directeur du renseignement. Il faut organiser les services de renseignement sur un système comparable à celui de l'armée et créer l'équivalent d'un chef d'état-major interarmes qui pourra rassembler les ressources des différentes agences sur des questions précises. Les agences de renseignement ne seront plus que des groupes fournissant des ressources pour chaque mission. Nous devons aussi nous concentrer sur les questions essentielles pour nous que sont le terrorisme, les armes de destructions massives, la Chine et les États du Moyen-Orient. Pour mener à bien cette réforme, il faut un engagement du Congrès et de la Maison-Blanche. C'est pour cela que cette question doit être débattue durant la campagne électorale.

## Robert Jervis



Robert Jervis est professeur de sciences politiques et de politiques internationales à l'université de Columbia. Il est consultant pour la CIA.

## « La "pensée de groupe" n'est pas le problème de la CIA »

Source : Los Angeles Times

Référence : « 'Groupthink' Isn't the CIA's Problem », par Robert Jervis, *Los Angeles Times*, 11 juillet 2004.

Dans une tentative exceptionnelle de faire un diagnostic psychologique, la Commission du renseignement du Sénat a estimé que la CIA avait, avant la guerre, succombé à ce qu'on peut qualifier de « pensée de groupe » : la supposition collective que l'Irak possédait des armes de destruction massive a poussé les analystes à écarter toutes les informations qui allaient à l'encontre de cette supposition.

La « pensée de groupe » est un mécanisme psychologique identifié au début des années 70 par Irving Janis. Dans ce mécanisme, le consensus l'emporte dans les délibérations dans un petit groupe. Chacun veut se soumettre à ce qu'il identifie comme la pensée du groupe et trouve dans l'approbation du groupe une validation de ses affirmations. L'individu s'autocensure sur tout sujet qui pourrait nuire à l'harmonie du groupe. Cela peut conduire à des conclusions très éloignées de la réalité. Ce type de mécanisme a amené des décisions désastreuses par le passé comme la tentative d'invasion de la Baie des Cochons ou la dissimulation des preuves du Watergate.

La pensée de groupe ne peut toutefois pas s'appliquer à la CIA. En effet, les analystes de l'agence travaillent avant tout seuls avant de mettre leurs travaux en commun, le plus souvent lors de réunions ad hoc qui rassemblent des personnes différentes à des moments différents. La plupart des analystes de la CIA ont choisi cette carrière car ils souhaitent travailler seuls. L'agence connaît bien les mécanismes de la pensée de groupe ainsi que toutes les autres pathologies lors des prises de décisions.

Je ne dis pas que la CIA a bien agi, mais il faut plutôt analyser la façon dont l'agence a voulu aller dans le sens de l'administration Bush qui la mettait sous pression.



## Robin Cook

Robin Cook est ancien ministre travailliste britannique des Affaires étrangères et des Relations avec le Parlement. Il a démissionné du gouvernement de Tony Blair juste avant la guerre en Irak pour marquer son opposition au conflit.

### « Blair et Scarlett m'ont dit que l'Irak n'avait pas d'armes utilisables »

Source : The Guardian

Référence : « Blair and Scarlett told me Iraq had no usable weapons », par Robin Cook, *The Guardian*, 12 juillet 2004. Ce texte est adapté d'un extrait de la nouvelle édition du livre *Point of Departure*.

Il paraît presque cruel de rappeler à ceux qui nous ont vendu la guerre en Irak ce qu'ils affirmaient à l'époque, mais c'est nécessaire car ils semblent l'oublier eux-mêmes. **George W. Bush** affirma « Saddam construit et cache des armes qui lui donneront la capacité d'intimider le monde civilisé », **Donald Rumsfeld** allait plus loin en affirmant « nous savons où elles se trouvent » et **Tony Blair** confirma ces déclarations. Aujourd'hui, cependant, Blair nous dit que Saddam Hussein avait simplement l'intention de développer ces armes, ce que nous savions tous. Pour empêcher qu'elles soient effectivement développées, la politique d'endiguement et d'inspection était suffisante. L'affirmation de leur existence réelle était essentielle à leur démonstration, car faute d'armes, il n'y avait pas urgence et donc aucun motif de mener des frappes préventives et à remercier **Hans Blix**.

Le gouvernement Blair n'a peut-être pas menti formellement, mais il a écarté les dossiers des services de renseignement qui mettaient en doute l'existence des armes de destruction massive irakiennes, des dossiers dont nous n'entendons parler qu'aujourd'hui. En mars 2003, j'ai discuté avec **John Scarlett**, le responsable du comité du renseignement britannique, à qui je fait part de mon doute sur le fait que Saddam Hussein dispose de missiles à longue portée chargés de têtes chimiques ou biologiques. Il me confirma mon opinion et affirma que Saddam Hussein détenait éventuellement des obus de ce type, mais qu'il les avait probablement démontés et répartis les pièces dans différents endroits pour qu'on ne les trouve pas. Ils n'étaient donc pas utilisables sur le champ de bataille.

Il est étrange qu'aujourd'hui Blair affirme que personne ne lui a présenté la question en ces termes. Si c'est vrai, c'est la plus grave erreur de communication dans l'histoire des services de renseignement.

## Kenneth W. Starr



Ancien procureur indépendant des États-Unis, célèbre pour son traitement de l'affaire Lewinski, Kenneth W. Starr est avocat. Il est aussi doyen de la Pepperdine Law School de Malibu, une université privée des Églises du Christ.

### « Mon boulot »

Source : Wall Street Journal

Référence : « My Job », par Kenneth W. Starr, *Wall Street Journal*, 9 juillet 2004.

Le dernier président américain du XXème siècle vient de raconter avec force détails sa remarquable histoire. Son livre, *Ma Vie* ne fait pas que montrer sa détermination, mais également la grandeur de notre pays. Bien que résolument optimiste, le livre a une dimension malheureuse et la source de ce malheur, selon l'auteur, est la sélection d'un procureur désigné par une cour dans l'enquête de Whitewater en remplacement du distingué Robert Fiske. À partir de cette nomination, Clinton affirme que l'enquête n'a plus été qu'un conte partisan.

C'était mon travail de poursuivre l'action de Bob Fiske ; mon enquête a révélé des éléments qui ont entraîné des inculpations et la démission d'un sénateur de l'Arkansas, les inculpations de Jim et Susan McDougal, associés d'affaires chez Whitewater, par ailleurs un ancien ministre de la Justice des États-Unis a plaidé coupable. Les crimes furent découverts par d'honnêtes agents du **FBI** et de **l'IRS**. Les procureurs qui travaillèrent sur cette affaire étaient tous des personnes aux compétences reconnues. C'est Mme Reno, secrétaire à la Justice, qui étendit le champ de notre investigation devant les preuves que nous avons rassemblées afin que nous examinions les accusations d'obstruction à la justice, de subornation de témoin et de harcèlement sexuel. Six ans après, les éléments découverts par nos services ne sont pas contestés et un ancien président reconnaît par écrit sa responsabilité devant notre système judiciaire. La leçon manifeste de cette triste histoire est la nécessité d'intégrité de la part nos dirigeants. Il faut aussi retenir de cette histoire qu'il est souhaitable que le procureur spécial soit nommé par le secrétaire à la Justice et non par une cour, comme cela se faisait sous **Ronald Reagan**.

## Rachel Bronson

Rachel Bronson est directrice des études sur le Proche-Orient au Council on Foreign Relations. Elle est l'auteur de *With Us or Against Us ? The Making of U.S. Policy Toward Saudi Arabia, 1945-Present*.

### « L'histoire d'amour états-uno-saoudienne nuit à Bush »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The U.S.-Saudi Love Affair Predates Bush », par Rachel Bronson, *Los Angeles Times*, 9 juillet 2004.

La relation proche entre les États-unis et l'Arabie saoudite a commencé avec **Ronald Reagan**, pas avec **George W. Bush** comme certains réalisateurs de films et journalistes le prétendent. Quand Reagan arriva au pouvoir, le Moyen-Orient

était turbulent, le prix du pétrole élevé, Khomeini avait remplacé le shah d'Iran, l'URSS renforçait sa position en Afghanistan et dans le golfe persique. Reagan avait pour objectif non pas de contenir le communisme, mais de préparer un reflux de la puissance soviétique. Or sa stratégie coûtait cher et l'Amérique manquait de moyens.

Très tôt, l'administration Reagan décida de se tourner vers l'Arabie saoudite pour financer ces opérations. De son côté, l'Arabie saoudite avait de bonnes raisons d'accepter car les États-Unis pouvaient protéger ses champs de pétrole ; Riyad se méfiant de l'expansion soviétique en Afghanistan, qu'elle interprétait comme les prémices d'un encerclement du royaume par des régimes radicaux et elle possédait des pétrodollars à ne plus savoir qu'en faire. Aussi, l'Arabie saoudite finança les guérillas en Afghanistan, les Contras, le Soudan contre l'Éthiopie et l'UNITA angolais via le Maroc où ce mouvement disposait de camps d'entraînement. Plus que de l'argent, l'Arabie saoudite offrit une idéologie d'opposition au communisme athée.

Il est évident que les Bush et les Séoud ont de nombreuses connexions, mais en se focalisant sur ces deux familles, on perd de vue une plus longue histoire.

## RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

---

Discussions sur les enjeux internationaux  
[www.reseauvoltaire.net/forum.html](http://www.reseauvoltaire.net/forum.html)